

**Agence de Lyon**  
17 Avenue Condorcet  
69100 VILLEURBANNE  
Tel 04 78 89 73 88  
ctc.lyon@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20240513

Mission(s)		
ATHAND, AVISNOTICE_ACCES, AVISNOTICE_SECU, HAND, L (*), LE, SEI (*), VIEL (*)		
Nos références	Vos références	Date
<b>690C237M<sup>1</sup></b> (690-C-2023-00D0)	DT 22-1927	26/09/2024

## VILLEURBANNE LA DOUA BATIMENT HAEFELY REHABILITATION

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°3



<b>Envoi</b>	<b>UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1 - HOTHAN Christophe</b>	<i>Maître d'ouvrage</i>	marches@univ-lyon1.fr / christophe.hothan@univ-lyon1.fr
<b>Copie</b>	<b>VARIANCE INGENIERIE - DUMON Christophe - ROCHE Alexis</b>	<i>Maître d'oeuvre</i>	c.dumon@variance-ingenierie.fr / a.roche@variance-ingenierie.fr

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Aurélien BOUCHEROT - Le vérificateur des installations électriques, Jérémie ALLEMAND-BRANDIN - Le vérificateur de la réglementation thermique, Sébastien ARTIGE

Le chargé d'affaire,  
Aurélien BOUCHEROT

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 28/08/2024  
Motif : Réception d'un nouveau DCE



ACCREDITATION  
N° 3-019  
Liste des sites et portées  
disponibles sur  
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document  
sont couvertes  
par l'accréditation.  
Elles sont identifiées par le symbole \*.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

    IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

    IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 4

    IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 4

    IV.4 - Calendrier des travaux..... 4

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 5

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 6

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 8

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 9

    VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)..... 10

    VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant..... 13

    VIII.3 - Classement et référentiel..... 19

    VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (\*)..... 21

    VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)..... 24

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Phase 2 des travaux: Les travaux ont pour but:

- Création du local gaz spéciaux à l'extérieur de l'établissement,
- Aménager les locaux en rez-de-chaussée nommé Polissage et Saphir,
- Aménagé la zone IP2I au R+1,
- Aménagé une plateforme technique en zone IP2I.
- Reboucher et aménager la mezzanine du local Ponceuse.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 28/08/2024

Motif : Réception d'un nouveau DCE

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°690-C-2023-00D0 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- AVISNOTICE\_ACCES - Avis en phase rédaction de notice d'accessibilité
- AVISNOTICE\_SECU - Avis en phase rédaction de notice de sécurité
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Aurélien BOUCHEROT

Le vérificateur des installations électriques, Jérémy ALLEMAND-BRANDIN

Le vérificateur de la réglementation thermique, Sébastien ARTIGE

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

## IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Réhabilitation du BATIMENT HAEFELY

Adresse de l'opération :

34, Boulevard Niels BOHR 69100 Villeurbanne  
69100 VILLEURBANNE

## IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

1 610 500 Euros HT

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 13 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

**- Plans architectes - Date : 16/09/2024 - Réception : 16/09/2024**

Plans DCE: Coupe levage / R+1 / RDC / Sous-sol / Toiture

**- Descriptifs - Date : 08/08/2024 - Réception : 28/08/2024**

DCE en date du 23/09/2024

CCTP lots: 01 / 02 / 03 / 04 / 05 / 06 / 07 / 08 / 09

**- Pré-étude structure - Date : 08/08/2024 - Réception : 28/08/2024**

Rapport de diagnostic structure N°RLY3.N.113

Rapport d'étude APD indice 0

**- Plans fluides - Date : 08/08/2024 - Réception : 28/08/2024**

DCE : Lot CVC

Notice lot CVC-PB

Plan de principe des équipements CVC-PB (RDC / SS / TT).

Plan local gaz

Schéma & Synoptiques CVC-PB

DCE : lot électricité

CCTP lot électricité

Carnet de plans cheminements et terminaux

Notice d'éclairage toutes zones

Contrôle d'accès

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1

- \* Une déclaration concernant le nombre de personne lié à l'effectif du personnel sera à fournir.

### Maître d'oeuvre - VARIANCE INGENIERIE

- \* Création d'une mezzanine en tête de la salle Cyostats.  
Absence d'information sur le type de fondation de la future charpente métallique.
- \* Création de trémie en dalle haute du rez-de-chaussée de la salle détecteurs.  
Une étude structure associée devra être établie par un BET avant exécution par le lot gros œuvre.  
Le plancher étant constitué de poutrelles hourdis, il est nécessaire de reconstituer un appui de poutrelle via un chevêtre en périphérie de trémie.  
Non décrit dans le CCTP lot N°2.
- \* Nous prenons note de la constitution d'un plancher en bac sec acier bois.  
La fiche technique ArcelorMittal permet cette disposition.  
Le DTU 51.3 impose que le local ne soit pas un local humide ou à forte hygrométrie pour l'utilisation d'un plancher en MDF.

Disposition à vérifier.

- \* La protection anti-corrosion des chevilles d'ancrage n'est pas définie, le risque de corrosion est mal circonscrit.
- \* Présence d'une paroi vitrée en mezzanine donnant en surplomb dans le vide.

Le remplissage est du type "fragile", des essais dynamiques du type "grand corps mou" et "petit corps dur" sont nécessaires pour en valider l'adéquation avec l'usage.

Ou respecter les préconisation du DTU 39 P5 avec un vitrage de type 44.2 feuilleté et pris en feuillure sur 4 côtés.

- La position du contrôle d'accès permettant l'ouverture de la porte d'entrée principale doit être implantée à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m et à 0,40m d'un angle rentrant.
- \* Nous notons l'absence de l'issue de secours intégrée à la porte sectionnelle du local Polisseuse.  
Nous notons l'absence de l'implantation de l'escalier reliant la mezzanine.
- \* Châssis vitré de la mezzanine donnant sur l'escalier :  
- le vitrage doit présenter une protection contre le risque de chute
- \* Le repérage et la largeur des dégagements ne sont pas visibles sur les plans fournis.  
Nous ne pouvons établir d'analyse lié à la sécurité, l'évacuation et le dégagement des personnes dans le cadre des présents travaux de la tranche 2.
- \* Le blocs-porte d'évacuation devront être facilement déverrouillées lors d'une évacuation.

Point de vigilance sur les portes sous contrôle d'accès, l'ouverture des blocs-portes se feront par une action mécanique (poignée ouvrante) ou associé à une commande de décondanation..

- \* Largeur de 1,10m entre mains courantes soit 1 UP. AF de principe.

Il manque la représentation des escaliers accédant à la mezzanine sur le plan du RDC

- \* Nous notons l'absence de l'issue de secours intégrée à la porte sectionnelle du local Polisseuse.

### Electricité - COTE

- \* Suite à l'ajout d'une source électrique dans l'établissement (poste HT/BT 1000KVA), regrouper à un même emplacement facilement accessible au secours, l'ensemble des dispositifs de coupure d'urgence de l'établissement.
- \* Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : isolement coupe-feu 1h requis pour les parois, planchers et 1/2h pour la porte.
- \* Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : ventilations de la cuve transformateur HT/BT non décrite, et non représentée sur les plans.

## **Electricité - COTE**

- \* Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : la porte doit être équipée :
  - d'un dispositif d'ouverture par simple poussée (ouverture vers l'extérieur),
  - d'un dispositif de maintien en position ouverte,
  - de morillons permettant son cadenassage.
- \* Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : verrouillages et asservissements à adapter entre les cellules HTA existantes et les nouvelles cellule HTA suite à l'ouverture de la boucle nord, ainsi qu'entre le disjoncteur général Basse Tension, la cellule de protection HTA transformateur et les bornes de raccordement HTA du transformateur.
- \* Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : disjoncteur débrochable -à coupure visible) requis au secondaire du transformateur HT/BT.
- \* L'étude sélectivité Haute Tension de boucle nord existante sera à mettre à jour suite à l'adjonction du nouveau poste de transformation HT/BT 1000KVA.

## **BET Fluides - AJ Innov**

- \* Suite à l'ajout d'une source électrique dans l'établissement (poste HT/BT 1000KVA), regrouper à un même emplacement facilement accessible au secours, l'ensemble des dispositifs de coupure d'urgence de l'établissement.

Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : isolement coupe-feu 1h requis pour les parois, planchers et 1/2h pour la porte.

Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : ventilations de la cuve transformateur HT/BT non décrite, et non représentée sur les plans.

Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : la porte doit être équipée :- d'un dispositif d'ouverture par simple poussée (ouverture vers l'extérieur),

- d'un dispositif de maintien en position ouverte,
- de morillons permettant son cadenassage.

Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : verrouillages et asservissements à adapter entre les cellules HTA existantes et les nouvelles cellule HTA suite à l'ouverture de la boucle nord, ainsi qu'entre le disjoncteur général Basse Tension, la cellule de protection HTA transformateur et les bornes de raccordement HTA du transformateur.

Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : disjoncteur débrochable -à coupure visible) requis au secondaire du transformateur HT/BT.

L'étude sélectivité Haute Tension de boucle nord existante sera à mettre à jour suite à l'adjonction du nouveau poste de transformation HT/BT 1000KVA.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé

### OUVRAGES D'ETANCHEITE

- Détails d'exécution
- Avis technique

### MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité

### PARTITIONS

- Cloisons - Doublage - plafonds : fiches techniques, plans de pose, zones de renforts, justifications
- Plafonds longue portée : plans de pose, notes de calculs

### EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide
- Tracé

### PORTES ET PORTAILS

- Fiche technique
- Déclaration des performances

### GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles

### ELECTRICITE

- Documentations constructeurs relatives aux luminaires

### SECURITE INCENDIE

#### Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier

#### Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu 1 heure
- Portes doubles vantaux : PV de résistance au feu ½ heure

#### Aménagements

- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu

#### Chauffage / climatisation / ventilation

- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Centrale de traitement d'air : PV de réaction au feu des calorifuges de la CTA
- Centrale de traitement d'air - filtre : PV de réaction au feu
- Extracteur VMC : PV d'extracteur 400°C – ½ heure

#### Gaz

- Gaz : certificat de conformité gaz
- Gaz : Attestation d'aptitude de soudeur/brasseur
- Gaz : Certificat de marquage CE des appareils

#### Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires



## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

## **VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)**

### **Référentiels législatifs et réglementaires :**

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### **Référentiel normatif :**

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### **Référentiel contractuel :**

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).





## VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM	A la charge du MOA



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 6	<p><b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Caractéristiques dimensionnelles :</b></p> <p>a) Profil en long</p> <p>b) Profil en travers Largeur minimale 1,20m (allées structurantes) Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m Dévers ≤ 3%</p> <p>c) Profil en travers (allées non structurantes)</p> <p>d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p> <p><b>2° Sécurité d'usage</b></p>	<p>AF</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p>	<p>La largeur des circulations horizontales est de 1.5m.</p> <p>Uniquement les locaux accessible aux public faisant l'objet des travaux.</p> <p>Disposition non modifié dans le cadre des travaux de la tranche 1.</p> <p>Circulation modifié dans le hall d'accueil de l'établissement.</p> <p>Circulation modifié dans le hall d'accueil de l'établissement. Blocs-portes 2 vantaux à l'entrée de la circulation modifiée.</p>
Art. 7	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</b>	HM	L'escalier mis en œuvre en accès à la mezzanine est hors espace accessible au public.
Art.8	<b>Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés</b>	SO	
Art.9	<b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de la tranche 1.
Art.10	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage des portes vitrées	SO	
	Toutes portes manoeuvrables	PM	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	PM	
	SAS de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b>		
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	AF	Porte modifiée en accès de l'établissement. Blocs-porte 2 vantaux en recoupement de circulation.
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 en largeur utile)	AF	Porte d'accès au local mezzanine. Porte modifiée en accès de l'établissement. Blocs-porte 2 vantaux en recoupement de circulation. Porte d'accès au local mezzanine.
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 en largeur utile)	AF	Porte modifiée en accès de l'établissement. Blocs-porte 2 vantaux en recoupement de circulation. Porte d'accès au local mezzanine.
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	AF	Porte modifiée en accès de l'établissement. Blocs-porte 2 vantaux en recoupement de circulation. Porte d'accès au local mezzanine.
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AF	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débatement de porte non manoeuvrée	AF	
	<b>2° Atteinte et usage</b>		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	PM	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	PM	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	PM	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	PM	
	<b>3° Sécurité d'usage</b>	SO	
	<b>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Repérage</b>	HM	
	<b>2° Atteinte et usage des équipements</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	<b>Dispositions relatives aux sanitaires</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de la tranche 1.
Art. 13	<b>Dispositions relatives aux sorties</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b> Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b> Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3 Absence de confusion avec les sorties de secours	PM PM	
Art. 14	<b>Dispositions relatives à l'éclairage</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de la tranche 1.
Art. 15	<b>Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement</b>	PM	Article 16 à 19
Art 16	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis</b>	SO	
Art. 17	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement</b>	SO	
Art. 18	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel</b>	SO	
Art. 19	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série</b>	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 20	<b>Sous-titrage en français</b>	SO	
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	

## VIII.3 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

L'établissement est un bâtiment de recherche un niveau inférieur et supérieur sur rez-de-chaussée avec une tour en son centre.

### Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI : SSI A avec alarme de type 1
- Moyens d'extinction fixes : Extincteur à eau
- Ventilation : HM, non modifié dans le cadre des travaux
- Chauffage : HM, non modifié dans le cadre des travaux
- Stockage combustible : HM, non modifié dans le cadre des travaux
- Désenfumage : SO
- Cuisson : SO
- Ascenseur : SO

**Date d'application du référentiel réglementaire : 27/09/2023**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : 33 personnes sont déclaré au titre du public selon la fiche d'identité de l'ERP fourni par la maîtrise d'ouvrage.

Effectif du public :	33 personnes
Effectif du personnel :	Non communiqué personnes
Effectif public + personnel :	33 personnes

<b>5ème catégorie de type R</b>
---------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Il ne nous a pas été communiqué le PV de rapport de la commission de sécurité associé au présent travaux.

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

Il ne nous a pas été communiqué le PV de rapport de la commission de sécurité associé au présent travaux.

**Autres prescriptions particulières :**

## VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GN 1 - GN 14	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>	HM	Les espaces ERP de l'établissement ne sont pas modifié dans le cadre de cette tranche de travaux.
	<b>Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie</b>		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	<b>Chapitre 1 - Dispositions Générales</b>		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	
PE 2	Etablissements assujettis	PM	ERP classé en 5ème catégorie.
PE 3	Calcul de l'effectif	PM	33 personnes sont déclaré au titre du public selon la fiche d'identité de l'ERP fourni par la maîtrise d'ouvrage.
PE 4	Vérifications techniques	AF	
	<b>Chapitre 2 - Règles Techniques</b>		
	<b>Section I - Construction, Dégagements, Gaines</b>		
PE 5	Structures	HM	Plancher haut établissement inférieur à 8m.
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	SO	
PE 7	Accès des secours	HM	
PE 8	Enfouissement	SO	Vide sanitaire non accessible par le public.
PE 9	<b>Locaux présentant des risques particuliers</b>		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers		
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	AF	L'aménagement des locaux gaz spéciaux à l'extérieur du bâtiment est réalisé par analogie à l'article réglementaire R11. Le cheminement du gaz est réalisé en extérieur avec la présence d'une vanne police en pénétration des locaux desservie par les gaz spéciaux.
PE 11	<b>Dégagements</b>	AS	<b>Nous notons l'absence de l'issue de secours intégrée à la porte sectionnelle du local Polisseuse.</b> <b>Nous notons l'absence de l'implantation de l'escalier reliant la mezzanine.</b>
PE11 §1	Généralités		
PE11 §2	Portes		
PE11 §3	Calcul des dégagements		
PE11 §4	Communication avec les tiers		
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"		
PE11 §6	Escaliers encloisonnés	SO	
PE 12	Conduits et gaines	AF	Les gaines techniques sont décrites en en cloison 98/62 EI60.
	<b>Section II - Aménagements Intérieurs</b>		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux		
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Plaques de plâtre en parois.
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Faux plafond en dalle minérale
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Protection thermique
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	SO	
AM 11 - AM 14	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	SO	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.	PM	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	PM	
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
PE 14 - PE14§3	<b>Section III - Désenfumage</b>	SO	
PE 15 - PE 19	<b>Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration</b>	SO	
	<b>Section V - Chauffage, Ventilation</b>		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	PM	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	PM	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	PM	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	
	<b>Section VI - Installations Electriques</b>		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AS	Suite à l'ajout d'une source électrique dans l'établissement (poste HT/BT 1000KVA), regrouper à un même emplacement facilement accessible au secours, l'ensemble des dispositifs de coupure d'urgence de l'établissement.
		AS	Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : isolement coupe-feu 1h requis pour les parois, planchers et 1/2h pour la porte.
		AS	Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : ventilations de la cuve transformateur HT/BT non décrite, et non représentée sur les plans.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 25 - PE 25§6	<b>Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants</b>	AS	Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : la porte doit être équipée : - d'un dispositif d'ouverture par simple poussée (ouverture vers l'extérieur), - d'un dispositif de maintien en position ouverte, - de morillons permettant son cadenassage.
		AS	Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : verrouillages et asservissements à adapter entre les cellules HTA existantes et les nouvelles cellule HTA suite à l'ouverture de la boucle nord, ainsi qu'entre le disjoncteur général Basse Tension, la cellule de protection HTA transformateur et les bornes de raccordement HTA du transformateur.
		AS	Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : disjoncteur débouchable -à coupure visible) requis au secondaire du transformateur HT/BT.
		AS	L'étude sélectivité Haute Tension de boucle nord existante sera à mettre à jour suite à l'adjonction du nouveau poste de transformation HT/BT 1000KVA.
		SO	
PE 26	<b>Section VIII - Moyens de Secours</b>		
PE 26§1	<b>Moyens d'extinction</b>	PM	
PE 26§2	Extincteurs	SO	
PE 27	Colonnes sèches	AF	Présence d'une alarme de type 1 avec SSI A dans l'établissement.
	<b>Alarme, alerte, consignes</b>		Les travaux ont pour but de prolonger les zones détectés par la mise en place de déclencheurs manuel au droits des nouvelles issues de secours et étages et de détecteurs incendie dans de nouvelles salles réaménagées.
PE 27§1	Présence du personnel		Les commandes d'arrêt d'urgence ventilation doit pouvoir être obtenue par l'UCMC du CMSI.
PE 27§2	Alarme		
PE 27§3	Téléphone		
PE27§4	Consignes		
PE27§5	Instruction du personnel	HM	A respecter par l'exploitant
PE27§6	Affichage des plans		
PE 28 - PE 37	<b>Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil</b>	SO	
PO 1 - PO 13	<b>Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels</b>	SO	
PU 1 - PU 6	<b>Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins</b>	SO	
	<b>Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs</b>	SO	

## VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Implantation et géométrie des garde-corps</b>  <b>Implantation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Talus</li> <li>- Façade</li> <li>- Fenêtres basses (hauteur allège)</li> <li>- Cage d'escalier</li> <li>- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation</li> <li>- Intérieur</li> </ul>	SO SO AF HM AF	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NFP 01-012	<b>Dimensions des garde-corps conformes à la NFP 01-012</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hauteur de protection (1 m ou 0,90 m sur nez de marches)</li> <li>- Hauteur de protection réduite (0,90 m)</li> <li>- Eléments permettant l'agenouillement</li> <li>- Espacement entre barreaux verticaux (11 cm)</li> <li>- Vides entre éléments horizontaux (18 cm)</li> <li>- Partie pleine ou vides inférieurs à 5 cm sur 0,45 m de hauteur</li> </ul>		
NFE 85-015	<b>Dimensions des garde-corps conformes à la NFE 85-015</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Obligation de garde-corps si risque de chute 50 cm</li> <li>- Hauteur de protection (entre 1m et 1,10 m sur paliers et 0,90 m sur nez de marches)</li> <li>- Lisse intermédiaire avec vide de 50 cm maximum</li> <li>- Plinthe de 10 cm</li> <li>- Vide sous plinthe 1 cm maxi</li> <li>- Espacement entre poteaux de 1,5 m maxi (sauf justification)</li> <li>- Espace libre entre 7,5 et 12 cm entre deux segments de garde-corps.</li> </ul>	AF AF AF AF AF AF	Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>  <b>Livre II</b>  <b>Titre I</b>  <b>Chapitre IV</b>  <b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>  <b>Section I Caractéristiques des bâtiments</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	SO	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AS	<b>Châssis vitré de la mezzanine donnant sur l'escalier :</b> - le vitrage doit présenter une protection contre le risque de chute

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	<b>Section 2 Voies de circulation et accès</b>		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	<b>Section 3 : Quais et rampes de déchargement</b>		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-22 à 25	<b>Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail</b>	HM	
R4214-26 à 28	<b>Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</b>	HM	Voir mission spécifique
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	PM	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	PM	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AS	<p>Suite à l'ajout d'une source électrique dans l'établissement (poste HT/BT 1000KVA), regrouper à un même emplacement facilement accessible au secours, l'ensemble des dispositifs de coupure d'urgence de l'établissement.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : isolement coupe-feu 1h requis pour les parois, planchers et 1/2h pour la porte. Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : ventilations de la cuve transformateur HT/BT non décrite, et non représentée sur les plans.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : la porte doit être équipée :- d'un dispositif d'ouverture par simple poussée (ouverture vers l'extérieur), - d'un dispositif de maintien en position ouverte, - de morillons permettant son cadenassage.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : verrouillages et asservissements à adapter entre les cellules HTA existantes et les nouvelles cellule HTA suite à l'ouverture de la boucle nord, ainsi qu'entre le disjoncteur général Basse Tension, la cellule de protection HTA transformateur et les bornes de raccordement HTA du transformateur.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : disjoncteur débouchable -à coupure visible) requis au secondaire du transformateur HT/BT.</p> <p>L'étude sélectivité Haute Tension de boucle nord existante sera à mettre à jour suite à l'adjonction du nouveau poste de transformation HT/BT 1000KVA.</p>
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	PM	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	PM	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	PM	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	PM	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	PM	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	SO	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	AS	<p>Suite à l'ajout d'une source électrique dans l'établissement (poste HT/BT 1000KVA), regrouper à un même emplacement facilement accessible au secours, l'ensemble des dispositifs de coupure d'urgence de l'établissement.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : isolement coupe-feu 1h requis pour les parois, planchers et 1/2h pour la porte. Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : ventilations de la cuve transformateur HT/BT non décrite, et non représentée sur les plans.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : la porte doit être équipée :- d'un dispositif d'ouverture par simple poussée (ouverture vers l'extérieur), - d'un dispositif de maintien en position ouverte, - de morillons permettant son cadenassage.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : verrouillages et asservissements à adapter entre les cellules HTA existantes et les nouvelles cellule HTA suite à l'ouverture de la boucle nord, ainsi qu'entre le disjoncteur général Basse Tension, la cellule de protection HTA transformateur et les bornes de raccordement HTA du transformateur.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : disjoncteur débouchable -à coupure visible) requis au secondaire du transformateur HT/BT.</p> <p>L'étude sélectivité Haute Tension de boucle nord existante sera à mettre à jour suite à l'adjonction du nouveau poste de transformation HT/BT 1000KVA.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AS	<p>Suite à l'ajout d'une source électrique dans l'établissement (poste HT/BT 1000KVA), regrouper à un même emplacement facilement accessible au secours, l'ensemble des dispositifs de coupure d'urgence de l'établissement.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : isolement coupe-feu 1h requis pour les parois, planchers et 1/2h pour la porte. Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : ventilations de la cuve transformateur HT/BT non décrite, et non représentée sur les plans.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : la porte doit être équipée :- d'un dispositif d'ouverture par simple poussée (ouverture vers l'extérieur), - d'un dispositif de maintien en position ouverte, - de morillons permettant son cadenassage.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : verrouillages et asservissements à adapter entre les cellules HTA existantes et les nouvelles cellule HTA suite à l'ouverture de la boucle nord, ainsi qu'entre le disjoncteur général Basse Tension, la cellule de protection HTA transformateur et les bornes de raccordement HTA du transformateur.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : disjoncteur débouchable -à coupure visible) requis au secondaire du transformateur HT/BT.</p> <p>L'étude sélectivité Haute Tension de boucle nord existante sera à mettre à jour suite à l'adjonction du nouveau poste de transformation HT/BT 1000KVA.</p>
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AS	<p>Suite à l'ajout d'une source électrique dans l'établissement (poste HT/BT 1000KVA), regrouper à un même emplacement facilement accessible au secours, l'ensemble des dispositifs de coupure d'urgence de l'établissement.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : isolement coupe-feu 1h requis pour les parois, planchers et 1/2h pour la porte. Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : ventilations de la cuve transformateur HT/BT non décrite, et non représentée sur les plans.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : la porte doit être équipée :- d'un dispositif d'ouverture par simple poussée (ouverture vers l'extérieur), - d'un dispositif de maintien en position ouverte, - de morillons permettant son cadenassage.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : verrouillages et asservissements à adapter entre les cellules HTA existantes et les nouvelles cellule HTA suite à l'ouverture de la boucle nord, ainsi qu'entre le disjoncteur général Basse Tension, la cellule de protection HTA transformateur et les bornes de raccordement HTA du transformateur.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : disjoncteur débouchable -à coupure visible) requis au secondaire du transformateur HT/BT.</p> <p>L'étude sélectivité Haute Tension de boucle nord existante sera à mettre à jour suite à l'adjonction du nouveau poste de transformation HT/BT 1000KVA.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AS	<p>Suite à l'ajout d'une source électrique dans l'établissement (poste HT/BT 1000KVA), regrouper à un même emplacement facilement accessible au secours, l'ensemble des dispositifs de coupure d'urgence de l'établissement.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : isolement coupe-feu 1h requis pour les parois, planchers et 1/2h pour la porte. Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : ventilations de la cuve transformateur HT/BT non décrite, et non représentée sur les plans.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : la porte doit être équipée :- d'un dispositif d'ouverture par simple poussée (ouverture vers l'extérieur), - d'un dispositif de maintien en position ouverte, - de morillons permettant son cadenassage.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : verrouillages et asservissements à adapter entre les cellules HTA existantes et les nouvelles cellule HTA suite à l'ouverture de la boucle nord, ainsi qu'entre le disjoncteur général Basse Tension, la cellule de protection HTA transformateur et les bornes de raccordement HTA du transformateur.</p> <p>Nouveau Poste HT/BT 1000KVA : disjoncteur débouchable -à coupure visible) requis au secondaire du transformateur HT/BT.</p> <p>L'étude sélectivité Haute Tension de boucle nord existante sera à mettre à jour suite à l'adjonction du nouveau poste de transformation HT/BT 1000KVA.</p>
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	
<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>			
<b>Section 1 Dispositions générales</b>			
R4216-1	Etablissements visés par la présente section		
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents		
R4216-3	Isolement des Tiers		
R4216-4	Détermination de l'effectif	AS	Une déclaration concernant le nombre de personne lié à l'effectif du personnel sera à fournir.
<b>Section 2 Dégagements</b>			
R4216-5	Largeur des dégagements.	AS	Le repérage et la largeur des dégagements ne sont pas visibles sur les plans fournis. Nous ne pouvons établir d'analyse lié à la sécurité, l'évacuation et le dégagement des personnes dans le cadre des présents travaux de la tranche 2.
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes	PM	<p>Le blocs-porte d'évacuation devront être facilement déverrouillées lors d'une évacuation.</p> <p>Point de vigilance sur les portes sous contrôle d'accès, l'ouverture des blocs-portes se feront par une action mécanique (poignée ouvrante) ou associé à une commande de décondanation..</p>
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-9	Conception escaliers	AS	<p>Largeur de 1,10m entre mains courantes soit 1 UP. AF de principe.</p> <p>Il manque la représentation des escaliers accédant à la mezzanine sur le plan du RDC</p>
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-13	Signalisation des issues	AS	<p>Nous notons l'absence de l'issue de secours intégrée à la porte sectionnelle du local Polisseuse.</p>
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AS	<p>Nous notons l'absence de l'issue de secours intégrée à la porte sectionnelle du local Polisseuse.</p>
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AS	<p>Nous notons l'absence de l'issue de secours intégrée à la porte sectionnelle du local Polisseuse.</p>
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	AF	
R4216-13 - R4216-16	<b>Section 3 Désenfumage</b>	HM	Escalier reliant la mezzanine existant et non désenfumé.
R4216-17 - R4216-20	<b>Section 4 Chauffage des Locaux</b>	HM	
R4216-21-1 - R4216-23	<b>Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables</b>	HM	
R4216-24 - R4216-29	<b>Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	HM	
	<b>Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</b>		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs		
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		<p>Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09</p>
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		A la charge de l'employeur
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	<b>Section 8 – Prévention des explosions</b>		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	<b>Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative</b>		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>		
Art. 1 - Art. 9	<b>Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	HM	
Art.10 - Art.15	<b>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 &amp; 2 du Code du travail</b>	SO	
	<b>Installations de Chauffage</b>	HM	
	<b>Arrêté du 23 juin 1978</b>		
	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b>	SO	
	<b>Arrêté du 21 mars 1968</b>		
	<b>Installations de Stockage Produits petroliers</b>	SO	
	<b>Arrêté du 1er juillet 2004</b>		
	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b>	SO	
	<b>Arrêté du 30 juillet 1979</b>		
	<b>Installations de Gaz</b>	HM	
	<b>Arrêté du 23 février 2018</b>		
	<b>Conduits de Fumée</b>		
	<b>Arrêté du 22 octobre 1969</b>		
	Conduits de fumée desservant les logements.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	<b>DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION</b> <b>Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013</b>	SO	
D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12- D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12-	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>  <b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS</b> <b>Décret 2003-96 du 31 mars 2003</b> Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection. Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection. Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).	HM	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	<b>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL Arrêté du 21 DECEMBRE 1993</b>	SO	